



Embellie du marché de l'emploi régional, tiré par le commerce et l'hébergement-restauration

Les économies avancées ont tourné au ralenti au 2^e trimestre 2014. Alors que le PIB a rebondi aux États-Unis et est resté dynamique au Royaume-Uni, l'activité a en revanche déçu au Japon, où elle a reculé, et en zone euro, où elle a stagné. L'activité s'est notamment contractée en Allemagne et en Italie. En France, l'activité a de nouveau stagné.

La faible dynamique de la demande intérieure hors stocks a pesé sur la croissance française. Le rebond de la dépense de consommation des ménages, a été en grande partie effacé par la nouvelle contraction de l'investissement privé. Du fait d'un nouveau ralentissement des exportations, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance. Sur le marché du travail, l'emploi salarié marchand a légèrement progressé (+ 0,1 %) et le taux de chômage est resté stable en France métropolitaine au 2^e trimestre 2014.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié marchand a redémarré (+ 0,4 %). Cette hausse s'explique par les nombreuses créations d'emplois dans le secteur du commerce et de l'hébergement-restauration, imputables notamment à l'ouverture de l'espace commercial des « Terrasses du Port » à Marseille. Dans le même temps, l'emploi est resté stable dans l'industrie et des pertes ont de nouveau été enregistrées dans la construction. Le taux de chômage régional est resté stable et la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi a légèrement augmenté.

Les indicateurs d'activité disponibles signalent toutefois une détérioration de la conjoncture régionale pour certains secteurs. En particulier, la fréquentation touristique a largement reculé cet été dans la région. De même, les perspectives restent très dégradées dans le secteur de la construction.

Éric Rubiloni, Philippe Winnicki, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rédaction achevée le 9 octobre 2014

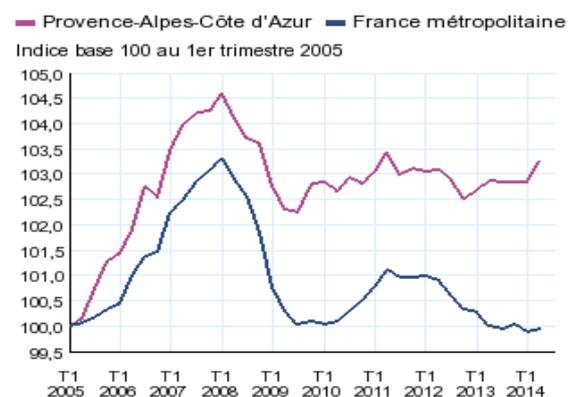
Sursaut de l'emploi salarié régional, soutenu par le tertiaire marchand

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs (55 % de l'emploi total) a renoué avec la hausse au 2^e trimestre 2014 (+ 0,4 %, soit 4 600 emplois en plus) (figure 1). Cette progression intervient après trois trimestres consécutifs de stagnation des effectifs. Sur un an, la hausse de l'emploi régional s'établit désormais à + 0,4 %, contre + 0,1 % à la fin du trimestre précédent. Fin juin 2014, Paca comptait 1 106 700 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 4 300 de plus qu'un an auparavant.

Au cours du 2^e trimestre 2014, l'emploi salarié a évolué différemment selon le secteur d'activité (figure 2). Dans le tertiaire marchand hors intérim, l'emploi salarié a fortement accéléré (+ 0,7 %, après + 0,1 % au trimestre précédent).

Après avoir légèrement reculé début 2014, les effectifs dans le commerce ont largement rebondi (+ 1,1 %, soit + 2 600 emplois), tirés principalement par l'ouverture, en mai 2014, du centre commercial des « Terrasses du Port » à Marseille.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

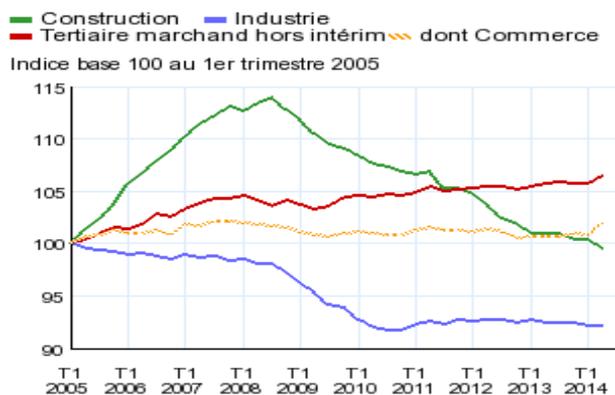


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Paca



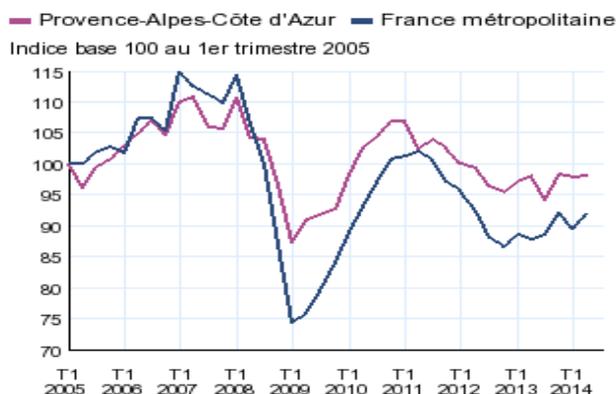
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Dans le même temps, les services marchands ont également été créateurs d'emplois (+0,5 %, après +0,1 % au 1^{er} trimestre 2014). Le sous-secteur de l'« hébergement-restauration » a notamment gagné de nombreux emplois (2 900 emplois supplémentaires, soit +2,8 %). Les effectifs des sous-secteurs « information et communication » et « activités immobilières » ont également augmenté (respectivement +180 et +110 emplois, soit +0,5 % chacun), tandis que ceux des « services aux entreprises », du « transport-entreposage » et des « activités financières et d'assurance » enregistraient des gains plus modérés (+0,1 % chacun). À l'opposé, le sous-secteur des « autres services » a vu ses effectifs se contracter (-1,3 %, soit 900 emplois de moins). Enfin, dans l'intérim, classé dans les services marchands au niveau régional, les effectifs ont très peu évolué (100 emplois supplémentaires, soit +0,3 % au 2^e trimestre 2014, après -0,6 % au trimestre précédent) (figure 3).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emplois

Le secteur de la construction, dont les effectifs n'ont cessé de se contracter depuis la mi-2008, a de nouveau perdu des emplois au 2^e trimestre 2014 (-0,8 %, soit 840 emplois en moins). Les indicateurs d'activité du secteur restent mal orientés. Le nombre de mises en chantier de logements neufs se maintient largement en-dessous de son niveau d'avant crise, bien qu'il ait récemment progressé (+15,6 % sur un an au 2^e trimestre 2014). De plus, l'opinion des chefs d'entreprise des travaux publics et de l'entretien-rénovation sur leurs perspectives d'activité reste largement dégradée.

Enfin, les effectifs du secteur de l'industrie se sont stabilisés au 2^e trimestre 2014, après deux trimestres consécutifs de légère baisse. Après les reculs enregistrés début 2014 l'emploi industriel a rebondi dans le sous-secteur de « l'agro-alimentaire » (+0,3 %, soit

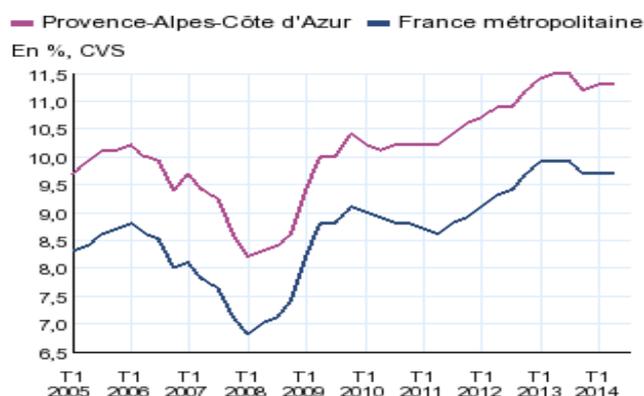
75 emplois en plus) et dans celui des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » (+0,2 %, soit 70 emplois supplémentaires). Les effectifs du sous-secteur de la « fabrication de matériels de transport » ont continué d'augmenter (+0,2 %, soit +30 emplois). À l'inverse, le recul de l'emploi dans la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines » a perduré (-0,1 %, après -0,6 % au trimestre précédent). Dans le sous-secteur de la « fabrication d'autres produits industriels » (40 % des effectifs industriels), les effectifs se sont légèrement repliés (-0,1 %, soit 90 emplois en moins), après une stabilisation enregistrée début 2014.

En France métropolitaine, les effectifs salariés hors agriculture et particuliers employeurs ont légèrement augmenté au 2^e trimestre 2014 (+0,1 %, après -0,1 % au trimestre précédent). Une hausse de 8 400 postes a été enregistrée. Les secteurs de l'industrie et de la construction ont continué d'enregistrer des pertes d'emplois (respectivement -0,3 % et -0,6 %). À l'inverse, l'emploi tertiaire marchand a augmenté pour le quatrième trimestre consécutif (+0,1 %), soutenu autant par les services marchands que par le commerce (+0,1 % chacun). Enfin, les effectifs intérimaires ont rebondi (+2,6 %, soit +14 000 postes), effaçant en grande partie la baisse observée début 2014 (-2,8 %, soit -15 300 postes). Selon les prévisions, l'atonie de la croissance en France entraînerait le recul de l'emploi des secteurs marchands. Les pertes d'emplois atteindraient -52 000 au second semestre 2014, après -12 000 au premier.

Toujours pas d'éclaircie sur le marché du travail

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, le taux de chômage localisé est resté stable au 2^e trimestre 2014, à 11,3 % de la population active (figure 4). Sur un an, il a baissé de 0,2 point.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Au sein de la région, le taux de chômage demeure inchangé par rapport au trimestre précédent, dans les Alpes-de-Haute-Provence (11,6 %), les Alpes Maritimes (10,3 %) et les Bouches-du-Rhône (11,7 %). Il a légèrement augmenté, de 0,1 point dans le Var (11,1 %) et de 0,2 point dans les Hautes-Alpes (9,2 %) et le Vaucluse (12,5 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) inscrits à Pôle emploi a progressé de 5,5 % entre juin 2013 et juin 2014, après +4,9 % entre mars 2013 et mars 2014. La demande d'emploi a concerné 432 000 personnes, soit près de 22 500 de plus qu'un an auparavant. Si le nombre de demandeurs d'emploi comptabilisés au mois d'août 2014 (434 300) se maintenait, l'évolution sur un an s'élèverait à +5,0 % fin septembre.

La demande d'emploi des seniors a continué d'augmenter fortement au 2^e trimestre 2014 : +12,2 % sur un an, contre +11,8 % fin mars 2014. Le fléchissement en cours depuis un an, s'est ainsi interrompu. Au mois d'août (dernière donnée disponible), la hausse annuelle de la demande d'emploi des 50 ans ou plus s'est

établie à + 12,4 %. Chez les jeunes de moins de 25 ans, la demande d'emploi a continué de baisser : - 1,1 % sur un an en juin 2014, après - 1,0 % en mars dernier. Les dernières tendances observées en juillet (- 0,9 %) et en août (0 %) marquent la fin de cette baisse. Enfin, le chômage de longue durée a continué de progresser au 2^e trimestre 2014 (+ 9,9 % sur un an). Cette hausse du nombre de demandeurs d'emplois depuis un an ou plus est comparable à celle observée au trimestre précédent (+ 9,8 % en mars 2014).

En France métropolitaine, pour le troisième trimestre consécutif, le taux de chômage au sens du BIT se maintient à 9,7 % de la population active au 2^e trimestre 2014. Il baisse de 0,2 point sur un an. Selon les prévisions, il augmenterait de nouveau légèrement au cours du second semestre, pour atteindre 9,9 % fin 2014.

Comme en Paca, la hausse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle emploi a augmenté au second trimestre 2014 (+ 5,1 % fin juin, contre + 4,5 % fin mars 2014 et + 6,0 % fin décembre 2013). Les dernières données disponibles annoncent cependant un fléchissement au 3^e trimestre 2014 (+ 4,7 %).

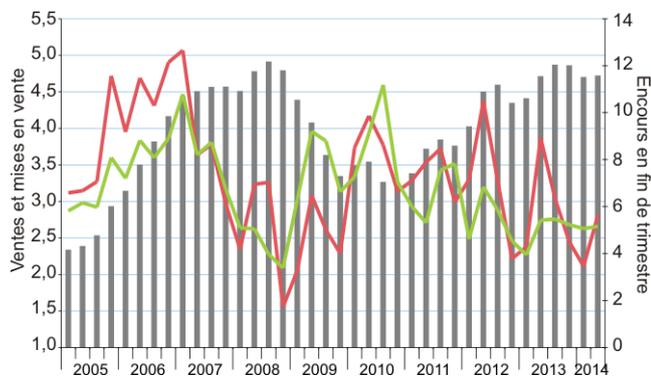
Marché immobilier du neuf : activité au ralenti

Au cours du 2^e trimestre 2014, 2 660 logements neufs ont été vendus en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit un léger recul de 3,1 % sur un an, après + 15,8 % au trimestre précédent (figure 5). Ce repli des ventes n'est cependant imputable qu'aux seuls logements collectifs (- 4,0 %, après + 20,2 %). Les ventes de logements individuels ont en effet nettement rebondi (+ 10,4 %, après - 26,2 %). Au niveau national, les ventes de logements ont continué de baisser (- 12,1 % sur un an, après - 2,6 % au trimestre précédent).

5 Commercialisation de logements neufs

- Logements disponibles en fin de trimestre
- Logements mis en vente au cours du trimestre
- Logements vendus au cours du trimestre

(en milliers de logements)



Source : SoeS, ECLN

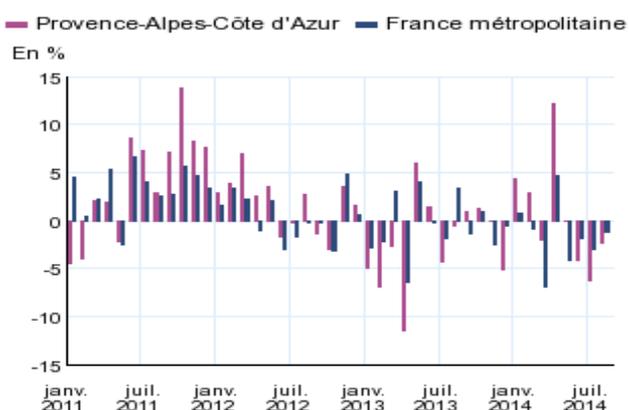
Dans ce contexte, afin de contenir les stocks élevés, seuls 2 810 logements neufs ont été mis en vente en Paca, soit 27,4 % de moins qu'un an auparavant (- 22,4 % au niveau national) (figure 5). Le repli a notamment concerné les logements individuels (- 45,5 %) ; les mises en vente de logements collectifs ont pour leur part baissé plus modérément (- 26,0 %). Ainsi, le niveau de l'encours de logements proposés à la vente est resté quasi-stable depuis un an, autour de 11 600 logements. Un délai de treize mois est toujours nécessaire pour écouler cet encours, autant dans le collectif que l'individuel.

Dans la région, le prix moyen au mètre carré des appartements neufs a légèrement augmenté au 2^e trimestre 2014 (+ 0,5 % sur un an, après - 3,6 %). Il s'établit désormais à 4 089 euros en Paca, toujours supérieur à celui du niveau national, où le prix a baissé de 1,0 % à 3 826 euros au mètre carré. Dans l'individuel, le prix moyen du lot (maison et terrain) a continué de baisser dans la région (- 4,9 % sur un an, après - 14,5 %). Il s'établit désormais à 270 828 euros, contre 255 897 euros au niveau national (+ 2,9 %).

Le tourisme régional soutenu par la clientèle européenne

Après un rebond de la fréquentation au trimestre précédent (+ 1,1 %), la région a enregistré une nouvelle hausse des nuitées hôtelières au 2^e trimestre 2014 (+ 1,4 % sur un an, soit + 86 400 nuitées) (figure 6). Au sein des régions métropolitaines, Provence-Alpes-Côte d'Azur se place en 7^e position de celles qui ont le plus progressé. Nord-Pas-de-Calais a enregistré la plus forte hausse annuelle (+ 6,0 %). À l'opposé, c'est en Rhône-Alpes que le nombre de nuitées a le plus diminué (- 6,1 %). En Ile-de-France (plus d'un tiers des nuitées totales), la fréquentation s'est également contractée (- 1,3 %). Au final, au niveau national, une baisse des nuitées hôtelières a de nouveau été observée (- 0,8 %, après - 2,9 %).

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

Sources : Insee ; direction du tourisme ; partenaires régionaux

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la hausse de la fréquentation est exclusivement due à la clientèle étrangère (+ 4,2 %, contre - 0,7 % pour la clientèle française). Ce regain de fréquentation des touristes étrangers (+ 111 000 nuitées) ne repose cependant que sur **la clientèle européenne (y compris la Turquie)**. Celle-ci enregistre en effet une hausse de 9,6 % en Paca, tirée autant par la clientèle en provenance de la zone euro (+ 9,9 %), que par les touristes européens hors zone euro (+ 9,3 %). Pour la zone euro, les clientèles italienne (+ 19,0 %, soit + 45 500 nuitées), allemande (+ 6,3 %, soit + 19 000 nuitées) et espagnole (+ 26,7 %, soit + 18 500) ont été notamment plus présentes. Hors zone euro, ce sont les touristes en provenance du Royaume-Uni (+ 7,8 %, soit + 29 800 nuitées), de Suisse (+ 14,0 %, soit + 22 100 nuitées) et des pays d'Europe de l'Est (+ 10,2 %, soit + 14 300 nuitées) qui ont contribué le plus fortement à la hausse de fréquentation. A contrario, la fréquentation de la **clientèle lointaine (hors Europe)** a diminué au 2^e trimestre 2014 (- 5,6 %, soit 48 700 nuitées de moins). Seuls les touristes en provenance des pays d'Océanie et du Proche et Moyen Orient sont venus plus nombreux. Parmi celles les plus représentées dans la région, la clientèle russe (13 % de la clientèle lointaine) a notamment été nettement moins nombreuse (7 300 nuitées en moins, soit - 6,2 %), celle en provenance des États-Unis (35 % de la clientèle lointaine) également (- 2,7 %, soit - 8 100 nuitées).

Les créations d'entreprises marquent un coup d'arrêt, les défaillances ralentissent

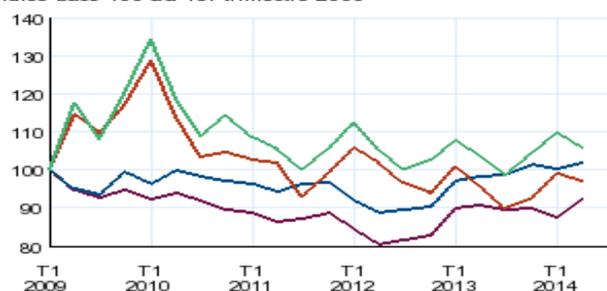
Après deux trimestres consécutifs de hausse, le nombre de créations d'entreprises a baissé en Paca au 2^e trimestre 2014 (- 2,1 %, après + 6,9 % le trimestre précédent) (figure 7). Au total 15 000 nouvelles entreprises ont été enregistrées, soit 300 de moins qu'au trimestre précédent. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises baisse également (- 3,5 %, après + 4,8 %). Dans la région, ce recul n'est imputable qu'aux seules auto-entreprises. Seules 7 840 nouvelles entreprises ont en effet été créées sous ce statut au 2^e trimestre 2014, soit un repli de 8,0 % (- 7,8 % en France métropolitaine). Hors auto-entreprises (autres entreprises

individuelles et sociétés), le nombre de nouvelles entreprises a rebondi, plus fortement dans la région qu'au niveau national (respectivement + 5,4 % après - 2,7 % et + 1,3 %, après - 1,0 %).

7 Créations d'entreprises

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur hors auto-entrepreneurs
■ France métro. hors auto-entrepreneurs
■ Provence-Alpes-Côte d'Azur y/c auto-entrepreneurs
■ France métro. y/c auto-entrepreneurs

Indice base 100 au 1er trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

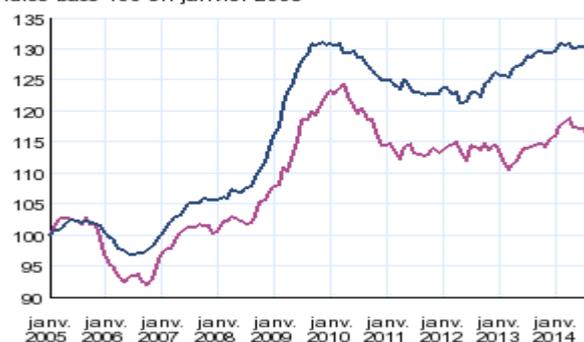
À l'issue du 2^e trimestre 2014, 6 356 défaillances ont été enregistrées depuis un an dans la région (figure 8). Le nombre d'entreprises défaillantes a ainsi augmenté de + 2,0 % par rapport au trimestre précédent. C'est moins cependant qu'au 1^{er} trimestre (+ 7,1 %). Au

niveau national, la hausse a été plus modérée (+ 1,3 %, après + 4,0 % au 1^{er} trimestre 2014).

8 Défaillances d'entreprises

■ Provence-Alpes-Côte d'Azur ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben

En Paca, l'augmentation des défaillances a concerné principalement les secteurs de l'agriculture (+ 38,9 %, soit + 28 défaillances), le transport-entreposage (+ 27,0 %, soit + 43 défaillances) et l'industrie (+ 15,7 %, soit + 57 défaillances). Seuls les secteurs de la construction, de l'information-communication et du soutien aux entreprises ont vu leur nombre de défaillances diminuer (respectivement - 7,6 %, - 5,7 % et - 3,9 %).

Contexte national - La reprise différée

Au 2^e trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (- 0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au 2nd semestre (+ 0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (- 52 000 au 2nd semestre, après - 12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progresserait légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le 2nd semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Contexte international - Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au 2^e trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continuerait de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du 2nd semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais freinée par les resserrlements budgétaires et monétaires passés.

Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur
17 rue Menpentil
CS 70004
13395 Marseille Cedex 10

Directeur de la publication :
Patrick Redor

Rédacteur en chef :
Claire Joutard

Dépôt légal : octobre 2014
ISSN : en cours
© Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale d'octobre 2014 - « La reprise différée »

www.insee.fr/fr rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture

